

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 1213

## Projet d'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle

## RAPPORT A L'EXECUTIF

L'accord d'Exécutif signé le 24 novembre 1985 souligne que la formation constitue un des axes prioritaires de l'Exécutif de la Communauté française. D'après cet accord, le système de la formation professionnelle doit être souple et sans cesse remis en question, tant au niveau de son contenu que de ses méthodes. Entre autres, il s'agit de favoriser la relation entre les formateurs et les entreprises, en organisant des formations en collaboration avec celles-ci et en fonction de leurs besoins.

Dans l'attente du décret portant création d'un organisme chargé de l'emploi en Région wallonne et de la formation professionnelle dans la Communauté française, en remplacement de l'ONEM, il paraît opportun d'adapter dès à présent les missions de celui-ci dans le domaine de la formation professionnelle.

L'ONEM a été institué par l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, lequel a été modifié à de très nombreuses reprises.

Cet organisme a été chargé, notamment, de

- b) « promouvoir et organiser la réadaptation professionnelle des chômeurs involontaires;
- c) promouvoir et organiser la formation professionnelle accélérée des adultes, soit en créant à cette fin des centres propres, soit en subsidiant des centres dotés de la personnalité civile et agréés pour la même fin; » (arrêté-loi 28-12-44, art. 7, § 1er, b et c).

Le Roi s'est vu confier la tâche de fixer les conditions dans lesquelles doivent être exécutées ces missions.

C'est ainsi que les articles 82 à 117 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, modifiés à plusieurs reprises, ont organisé la formation professionnelle en centre de formation, en établissement d'enseignement et en entreprise.

Ces dispositions ont été remplacées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 juillet 1985 relatif à la formation professionnelle.

Aujourd'hui, après concertation avec les représentants du monde économique et social, il paraît utile de modifier quelque peu ces textes dans une double perspective.

D'une part, le présent projet d'arrêté donne accès à la formation professionnelle accélérée en centres créés par l'ONEM ou agréés par lui au plus grand nombre : demandeurs d'emploi, travailleurs indépendants ou non et ce, sans condition générale préalable.

D'autre part, le texte projette de rendre accessible la formation dans un établissement d'enseignement ou dans une entreprise à tous les demandeurs d'emploi et non plus aux seuls chômeurs indemnisés.

Cette plus grande ouverture va de pair avec la mise sur pied de collaborations nouvelles avec ces établissements d'enseignement et ces entreprises.

On notera que les principes même de cette collaboration entre l'ONEM et des tiers étaient déjà contenus dans l'arrêté de l'Exécutif du 9 juillet 1985 relatif à la formation professionnelle.

Enfin, le projet d'arrêté de l'Exécutif ne fait que reprendre sans l'étendre la définition de la formation professionnelle énoncée dans l'arrêté précité.

Par décision du 19 décembre 1986, l'Exécutif de la Communauté française a marqué son accord pour que le présent projet d'arrêté soit envoyé au Conseil d'Etat afin de recueillir son avis. Dans cet avis, donné le 17 mars 1987, le Conseil d'Etat, sans examiner le fond du projet, soulève un moyen basé sur la non compétence de l'Exécutif. Il rappelle que l'article 59bis, § 2, 1<sup>o</sup> de la Constitution attribue des compétences aux Conseils de Communauté, sans habiliter les Exécutifs à arrêter, en l'absence d'un décret, des mesures d'exécution sur certains points précis.

Le Conseil d'Etat en déduit que le projet d'arrêté soumis à son examen est dépourvu de fondement légal.

Ainsi qu'il est indiqué dans le présent rapport, le projet présenté trouve son fondement dans l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs.

Dès lors, comme pour toute autre législation nationale régissant des matières devenues communautaires ou régionales, il y a lieu d'admettre que les Exécutifs se substituent au Roi pour l'exécution des législations nationales en question.

Il est vrai qu'il a quelque fois été discuté que les Communautés et les Régions puissent ainsi, dans la pratique, régler les missions d'un organisme national. Cette situation en effet anormale est toutefois transitoire : elle paraît être le seul moyen de concilier la réalité du transfert de compétence normative opéré par les lois de réformes institutionnelles et la situation des organismes d'intérêt public dont la restructuration est à peine commencée. Il existe d'ailleurs plusieurs exemples de modifications apportées aux missions d'organismes nationaux par des arrêtés d'Exécutif pris dans le respect de leur législation organique toujours nationale.

En outre, le présent projet d'arrêté ne modifie pas fondamentalement les missions de l'ONEM. Tout au plus, il les adapte aux besoins actuels. Afin de ne pas laisser subsister de doute quant à cet aspect, l'article 1er a été modifié pour faire apparaître clairement qu'il s'agit de l'Office national de l'Emploi créé par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

E. POULLET

**12 MAI 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
relatif à la formation professionnelle**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1er, alinéa 3, b à e, modifié par la loi du 14 février 1961;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 9 juillet 1985 relatif à la formation professionnelle et l'arrêté de l'Exécutif du 9 juillet 1985 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office National de l'Emploi;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur la proposition du Ministre de la Communauté française chargé des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme;

Vu la délibération de l'Exécutif du 30 avril 1987,

Arrêtons :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'Office : l'Office National de l'Emploi créé par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944;

2° le Comité de gestion : le Comité de gestion de l'Office;

3° l'administrateur général : la personne chargée de la gestion journalière de l'Office;

4° le stagiaire : la personne recevant la formation professionnelle.

**Art. 2.** Par formation professionnelle, il faut entendre toute mesure ayant pour but de donner à une personne la capacité professionnelle requise pour exercer une activité professionnelle salariée.

Elle peut consister dans :

1° l'apprentissage d'un métier, d'une profession ou d'une fonction;

2° l'actualisation et la qualification dans le métier, la profession ou la fonction;

3° l'acquisition d'une formation de base nécessaire à l'exercice d'une activité professionnelle;

4° le perfectionnement et l'élargissement des connaissances professionnelles ou leur adaptation à l'évolution du métier, de la profession ou de la fonction;

5° l'observation des personnes aux fins visées ci-dessus, pendant le temps nécessaire pour déceler ses aptitudes physiques et intellectuelles et déterminer l'orientation professionnelle la plus favorable.

L'Office est chargé de l'organisation de la formation professionnelle.

**Art. 3.** Peut recevoir une formation professionnelle :

1° la personne qui s'est inscrite comme demandeur d'emploi auprès d'un service public de placement;

2° le travailleur qui suit la formation en-dehors de ses heures de travail;

3° le travailleur engagé dans les liens d'un contrat de travail et qui suit une formation à la demande de son employeur.

**Art. 4.** Les stagiaires reçoivent leur formation dans un centre de formation professionnelle, dans un établissement d'enseignement ou dans une entreprise, comme il est prévu dans le présent arrêté.

**Art. 5. § 1er.** Le stagiaire peut prétendre à :

1° une prime de formation professionnelle;

2° une indemnité pour frais de déplacement et de séjour.

§ 2. L'Exécutif détermine, après avis du Comité de gestion, le montant, le mode de paiement et les conditions d'octroi des avantages prévus au § 1er.

**CHAPITRE II. — Centres de formation professionnelle**

*Section Ire. — Centres*

**Art. 6.** Le Comité de gestion peut créer des centres de formation professionnelle.

Les centres sont créés soit avec les moyens propres de l'Office, soit avec le concours d'entreprises, de groupements d'entreprises, de pouvoirs publics ou d'associations à caractère public ou privé, par voie de conventions qui fixent la répartition des charges entre les parties contractantes.

Les conventions sont signées, au nom de l'Office, par l'administrateur général ou par son délégué.

Les centres fonctionnent sous l'autorité de l'administrateur général ou de son délégué.

En vue d'augmenter l'efficacité de la formation pratique des stagiaires, l'administrateur général ou son délégué peut organiser des travaux pratiques, après avoir constaté que ces travaux sont compatibles avec les exigences de la formation.

**Art. 7.** Les centres créés à l'initiative d'entreprises, de groupements d'entreprises ou d'associations à caractère public ou privé, peuvent être agréés comme centres de formation professionnelle, pour autant qu'ils réunissent les conditions ci-après :

1° être dotés de la personnalité juridique et être gérés par un organe de gestion comptant parmi ses membres un délégué par organisation des travailleurs et des employeurs représentée selon le cas au sein du Comité subrégional de l'emploi compétent ou au sein de la Commission paritaire du secteur concerné, ces délégués étant présentés par leur organisation respective;

2° indiquer dans leurs statuts la ou les personnes représentant le centre dans les actes judiciaires et extra-judiciaires;

3° obtenir de l'Office l'approbation de leur plan de fonctionnement, notamment en ce qui concerne la durée et le programme des cours, ainsi que de leur plan de financement; le niveau des cours doit être au moins équivalent au niveau de ceux qui sont donnés dans les centres créés par l'Office;

4° s'engager à admettre les candidats qui remplissent les conditions d'aptitude, dans les limites des places disponibles, vingt-cinq pour cent de celles-ci devant être réservées aux candidats présentés par l'Office, sauf si ce dernier y renonce;

5° s'engager à fournir à l'Office tous les documents justificatifs nécessaires pour lui permettre d'exercer son contrôle;

6° s'engager à conclure avec les stagiaires un contrat de formation professionnelle.

**Art. 8.** L'Exécutif décide, après avis du Comité de gestion, de l'agrément des centres de formation professionnelle et de l'éventuel retrait d'agrément.

Le contrôle du fonctionnement des centres agréés est assuré par l'Office.

**Art. 9.** Les centres agréés bénéficient d'une intervention financière de l'Office.

Le montant de cette intervention est fixé par l'Exécutif, après avis du Comité de gestion.

**Art. 10.** Chaque centre de formation professionnelle établit un règlement d'ordre intérieur, dont les clauses sont approuvées par l'Exécutif, après avis du Comité de gestion. Le règlement détermine notamment les obligations qui incombent aux stagiaires en matière d'ordre et de discipline du centre, ainsi qu'en matière d'exécution des tâches entrant dans le cadre de la formation.

Le règlement d'ordre intérieur doit être affiché dans les locaux du centre, à un endroit apparent.

#### Section 2. — Accès au centre

**Art. 11. § 1er.** Le candidat-stagiaire visé à l'article 3, désireux de bénéficier d'une formation dans un centre, introduit une demande soit auprès d'un service de formation professionnelle ou de placement du service subrégional de l'emploi de son choix, soit auprès d'un centre agréé. Dans tous les cas, le service subrégional de l'emploi du domicile de l'intéressé doit en être immédiatement informé par le service qui a reçu la demande.

§ 2. L'administrateur général ou son délégué peut admettre les travailleurs dans un centre de formation créé par l'Office à la demande de leur employeur et avec leur accord pour autant que l'employeur s'engage par écrit :

1° à maintenir le contrat de travail et les avantages qui y sont attachés durant la formation;

2° à reprendre les travailleurs en service après la fin de la formation, quelle que soit la durée ou le résultat de celle-ci, pour une période de six mois au moins et à des conditions de travail et de salaire au moins égales à celles dont ils bénéficiaient au moment où ils ont quitté l'entreprise pour suivre la formation.

§ 3. En cas de licenciement collectif, le Comité de gestion peut, dans le cadre d'une convention qu'il passe avec l'entreprise, déroger à la condition fixée au § 2, 2°.

**Art. 12. § 1er.** L'admission des candidats-stagiaires dans un centre de l'Office est décidée par l'administrateur général ou son délégué.

§ 2. L'admission des candidats-stagiaires dans un centre agréé est décidée par l'organe de gestion du centre.

§ 3. La décision est prise sur base des aptitudes, de l'expérience professionnelle, de la situation personnelle des candidats-stagiaires et de l'avis des services pédagogiques compétents. Le stagiaire peut être soumis à des examens médicaux et psychotechniques, dont les frais sont à la charge de l'Office.

**Art. 13.** Un contrat de formation professionnelle est conclu avec chaque stagiaire au plus tard le jour du début de la formation.

#### Section 3. — Contrat de formation professionnelle

**Art. 14.** Le contrat de formation professionnelle est conclu et résilié par l'administrateur général ou par son délégué, si la formation a lieu dans un centre de l'Office et par la ou les personnes qui représentent le centre dans les actes judiciaires et extra-judiciaires, si la formation est donnée dans un centre agréé.

**Art. 15.** Le contrat est conclu par écrit; un exemplaire en est remis à chacune des parties. Il comporte une période d'essai de sept jours durant laquelle il peut être mis fin au contrat sans préavis.

Une copie des contrats conclus par un centre agréé est adressée à l'administrateur général de l'Office.

**Art. 16.** Le contrat doit notamment contenir les mentions et clauses ci-après :

1° l'identité, le domicile et, éventuellement, la résidence des parties;

2° la date du début de la formation et sa durée probable qui ne peut excéder 2 100 heures;

3° l'objet du contrat et notamment la spécification de la formation à recevoir;

4° les obligations respectives des parties énoncées aux articles 22 et 23;

5° les dispositions des articles 19 et 20.

**Art. 17.** Les dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail sont applicables aux stagiaires en formation professionnelle.

A l'exclusion des travailleurs visés à l'article 11, § 2, l'assurance doit être souscrite au bénéfice des stagiaires par l'Office ou le centre agréé.

**Art. 18.** La législation sur la protection du travail est applicable aux parties contractantes.

**Art. 19.** L'impossibilité pour les stagiaires de suivre la formation pour cause de maladie ou d'accident suspend l'exécution du contrat.

Le stagiaire est tenu de justifier de son incapacité. Il doit produire un certificat médical.

Le contrat qui a été suspendu pendant plus de trente jours au total peut être résilié sans préavis par la ou les personnes visées à l'article 14.

**Art. 20.** Le contrat peut être résilié par la ou les personnes visées à l'article 14 :

1° sans préavis, lorsque le stagiaire a produit de faux documents à son admission au centre ou lorsqu'il manque gravement à ses obligations en matière d'ordre ou de discipline du centre ou d'exécution des tâches relatives à la formation;

2° moyennant un préavis de cinq journées de formation prenant cours le jour suivant la notification du préavis, lorsqu'il apparaît que le stagiaire ne possède pas les aptitudes requises pour suivre avec fruit le cours normal de la formation.

**Art. 21.** Les actions naissant de contrats de formation professionnelle sont prescrites un an après l'expiration du contrat.

**Art. 22. Le centre doit :**

- 1° garantir la qualité pédagogique requise pour faire acquérir au stagiaire les connaissances générales et professionnelles nécessaires à sa formation;
- 2° veiller à la santé et à la sécurité de l'intéressé au cours de la formation;
- 3° s'abstenir d'imposer au stagiaire des travaux étrangers à sa formation;
- 4° payer les avantages dus au stagiaire en vertu de l'article 5;
- 5° rembourser aux conditions fixées par l'Exécutif, après avis du Comité de gestion, les frais de déplacement exposés par le stagiaire lorsqu'il se rend chez le médecin délégué par l'Office.

**Art. 23. Le stagiaire doit, lors de l'acquisition de la formation qui lui est donnée par le centre :**

- 1° fréquenter assidûment les stages de formation professionnelle;
- 2° se conformer au règlement d'ordre intérieur du centre;
- 3° agir conformément aux instructions qui lui sont données;
- 4° s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité, soit à celle des autres stagiaires ou de tiers;
- 5° restituer en bon état le matériel, les outils et les matières premières restées sans emploi qui lui ont été confiées par le centre;
- 6° s'engager en cas d'incapacité à recevoir le médecin délégué ou, le cas échéant, à se présenter chez celui-ci à moins que le médecin traitant estime que son état de santé ne lui permet pas de se déplacer.

**Art. 24.** Tous les avantages définis à l'article 5 sont à la charge de l'Office. Les avantages accordés au stagiaire engagé dans les liens d'un contrat de formation professionnelle conclu avec un centre agréé sont toutefois à la charge de ce centre, sous réserve des dispositions de l'article 9.

**CHAPITRE III. — Formation dans un établissement d'enseignement**

**Art. 25. § 1er.** L'Administrateur général ou son délégué décide si un demandeur d'emploi peut suivre une formation individuelle ou collective dans un établissement d'enseignement.

Il décide également de la cessation ou de la poursuite de la formation.

**§ 2.** Par formation individuelle dans un établissement d'enseignement il faut entendre la formation prévue à l'article 2 pour laquelle le stagiaire est envoyé dans un établissement d'enseignement technique ou professionnel de plein exercice ou de promotion sociale pour y suivre en tout ou en partie un programme qui y est dispensé.

L'Office peut prendre en charge tout ou partie des frais supportés par le stagiaire du fait de cette formation.

**§ 3.** Par formation collective dans un établissement d'enseignement il faut entendre la formation prévue à l'article 2 pour laquelle des stagiaires sont envoyés dans un établissement d'enseignement technique ou professionnel de plein exercice ou de promotion sociale pour y suivre un programme de formation convenu entre l'établissement d'enseignement et l'Office et agréé par le Comité de gestion.

La collaboration entre l'Office et l'établissement fait l'objet d'une convention fixant la répartition entre les parties des charges, des traitements du personnel enseignant, des frais de fonctionnement et d'équipement.

**§ 4.** L'Office conclut pour les stagiaires un contrat d'assurance contre les accidents survenus pendant la formation ou sur le chemin du lieu de la formation.

**CHAPITRE IV. — Formation dans une entreprise**

**Art. 26.** L'administrateur général ou son délégué décide si un demandeur d'emploi peut bénéficier d'une formation individuelle ou collective dans une entreprise. Il décide également de la cessation ou de la poursuite de la formation.

Le Comité de gestion fixe les conditions auxquelles la formation individuelle ou collective est dispensée dans une entreprise.

**Art. 27. § 1er.** Par formation individuelle dans une entreprise on entend la formation prévue à l'article 2 du présent arrêté pour laquelle le stagiaire est envoyé dans une entreprise en vue d'acquérir par la pratique l'expérience et la qualification nécessaires pour y occuper un emploi.

Le stagiaire peut recevoir à charge de l'entreprise une prime correspondant à tout travail productif.

**§ 2.** L'entreprise s'engage à occuper immédiatement après la fin de la formation, le stagiaire qui y a suivi une formation professionnelle, en qualité de travailleur salarié pour une durée au moins égale à celle de la formation, dans la profession apprise et dans les conditions en vigueur dans l'entreprise pour cette profession.

**§ 3.** Les dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail sont applicables aux stagiaires en formation dans une entreprise.

L'employeur assure le stagiaire contre les accidents survenus pendant la formation et sur le chemin du lieu de la formation.

**Art. 28. § 1er.** Par formation collective dans une entreprise on entend la formation prévue à l'article 2 pour laquelle des stagiaires sont envoyés dans une entreprise pour y suivre un programme de formation convenu entre l'entreprise et l'Office et agréé par le Comité de gestion.

**§ 2.** La collaboration avec l'entreprise fait l'objet d'une convention qui détermine notamment la répartition des charges entre les parties contractantes.

**§ 3.** L'Office conclut pour les stagiaires un contrat d'assurance contre les accidents survenus pendant la formation et sur le chemin du lieu de la formation.

**CHAPITRE V. — Dispositions finales et transitoires**

**Art. 29.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 juillet 1985 relatif à la formation professionnelle et l'arrêté de l'Exécutif du 9 juillet 1985 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle sont abrogés.

**Art. 30.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Il ne s'applique qu'aux contrats de formation professionnelle prenant cours après cette date.

Les conventions et les contrats conclus avant cette date restent d'application selon les modalités reprises à ces conventions.

**Art. 31.** Notre Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant la formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mai 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

E. POULLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 1213

Ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve betreffende de beroepsopleiding

VERSLAG AAN DE EXECUTIEVE

Het op 24 november 1985 ondertekende akkoord van de Executieve legt de nadruk op de vorming, die één van de prioriteiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve uitmaakt. Volgens dit akkoord, moet het systeem van de beroepsopleiding soepel zijn en voortdurend ter sprake worden gebracht, zowel op het niveau van zijn inhoud als op dat van zijn methoden. Het gaat er onder meer om de verhouding tussen de opleiders en de ondernemingen te bevorderen, door de opleidingsactiviteiten in samenwerking met deze ondernemingen en volgens hun behoeften te organiseren.

In afwachting van het decreet houdende oprichting van een instelling belast met de tewerkstelling binnen het Waalse Gewest en met de beroepsopleiding in de Franse Gemeenschap, ter vervanging van de R.V.A., blijkt het dat de opdrachten van deze op het gebied van de beroepsopleiding vanaf heden aangepast dienen te worden.

De R.V.A. werd ingesteld bij artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, die later herhaaldelijk werd gewijzigd.

Deze instelling kreeg tot taak, onder meer :

b) « de herscholing van de onvrijwillige werklozen te bevorderen en te organiseren;  
c) de versnelde beroepsopleiding van de volwassenen te bevorderen en te organiseren, hetzij door met dit doel eigen centra op te richten, hetzij door het subsidiëren van centra die de rechtspersoonlijkheid bezitten en tot hetzelfde doel worden erkend; » (Besluitwet 28-12-44, art. 7, § 1, b en c).

De Koning kreeg de taak de voorwaarden vast te stellen waaronder deze opdrachten uitgevoerd dienen te worden.

Zo hebben de artikelen 82 tot 117 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, herhaaldelijk gewijzigd, de beroepsopleiding georganiseerd in een opleidingscentrum, een onderwijsinrichting en een onderneming.

Deze bepalingen werden vervangen bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 juli 1985 betreffende de beroepsopleiding.

Vandaag, na overleg met de vertegenwoordigers van de economische en sociale kringen, lijkt het nuttig die teksten in tweeërlei opzichten te wijzigen.

Enerzijds verschafft dit ontwerp van besluit toegang tot de versnelde beroepsopleiding in centra die door de R.V.A. opgericht of erkend zijn, aan het grootst aantal personen : werkzoekenden, werknemers die al dan niet zelfstandig zijn, zonder voorafgaande algemene voorwaarde.

Anderzijds wil de tekst de opleiding in een onderwijsinrichting of in een onderneming toegankelijk maken voor alle werkzoekenden en niet alleen meer voor de uitkeringsgerechtigde werklozen.

Deze bredere toegang gaat gepaard met een bredere samenwerking met die onderwijsinrichtingen en die ondernemingen.

Opgemerkt dient te worden, dat de principes zelf van deze samenwerking tussen de R.V.A. en derden, reeds vervat waren in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 juli 1985 betreffende de beroepsopleiding.

Ten slotte doet het ontwerp van besluit van de Executieve niets anders dan de definitie van de beroepsopleiding, opgenomen in het voormelde besluit, over te nemen, zonder die uit te breiden.

Bij beslissing van 19 december 1986, heeft de Franse Gemeenschapsexecutieve aanvaard dat dit ontwerp van besluit aan de Raad van State overgezonden wordt om zijn advies in te winnen. In dat advies, gegeven op 17 maart 1987, voert de Raad van State, zonder de inhoud van het ontwerp te onderzoeken, een middel aan dat gegrond is op de niet-bevoegdheid van de Executieve. Hij herinnert eraan dat artikel 59bis, § 2, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, bevoegdheden aan de Gemeenschapsraden toekent, zonder de Executieven ertoe te machtigen, bij gebrek aan een decreet, uitvoeringsmaatregelen te besluiten over bepaalde punten.

De Raad van State leidt hieruit af dat het ontwerp van besluit dat hij heeft moeten onderzoeken, wettelijk niet gegrond is.

Zoals dit verslag het reeds vermeld heeft, is het voorgestelde ontwerp gegrond op artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Er dient dan ook aanvaard te worden dat, zoals voor elke andere nationale wetgeving die aangelegenheden regelt die gemeenschaps- of gewestaangelegenheden zijn geworden, de Executieven in de plaats van de Koning treden voor de uitvoering van die nationale wetgevingen.

Het is weliswaar af en toe betwist dat de Gemeenschappen en Gewesten zo, in de praktijk, de opdrachten van een nationale instelling regelen. Deze toestand, die inderdaad abnormaal is, is echter een overgangstoestand : die lijkt het enige middel te zijn om de overdracht van normatieve bevoegdheid, geregeld door de wetten tot hervorming der instellingen, te verenigen met de toestand van de instellingen van openbaar nut waarvan de herstructu-

rering pas begonnen is. Er zijn trouwens verscheidene voorbeelden van wijzigingen aangebracht aan opdrachten van nationale instellingen door besluiten van de Executieve genomen met inachtneming van hun organieke wetgeving die nog steeds nationaal is.

Bovendien wijzigt dit ontwerp van besluit de opdrachten van de R.V.A. niet fundamenteel. Het past ze aan de actuele behoeften aan. Ten einde geen twijfel daarover te laten bestaan, werd artikel 1 gewijzigd om duidelijk te doen uitkomen dat het gaat om de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, opgericht bij de besluitwet van 28 december 1944.

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

12 MEI 1987

**Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve betreffende de beroepsopleiding**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, lid 3, b tot e, gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 juli 1985 betreffende de beroepsopleiding en het besluit van de Executieve van 9 juli 1985 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Op de voordracht van de Minister van de Franse Gemeenschap, belast met de Sociale Zaken, de Vorming en het Toerisme;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 30 april 1987,

Besluiten :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1° de Rijksdienst : de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, opgericht bij de besluitwet van 28 december 1944;
- 2° het Beheerscomité : het Beheerscomité van de Rijksdienst;
- 3° de administrateur-generaal : de persoon belast met het dagelijkse beheer van de Rijksdienst;
- 4° de stagiair : de persoon die de beroepsopleiding ontvangt.

**Art. 2.** Onder beroepsopleiding dient verstaan te worden, elke maatregel die tot doel heeft aan een persoon de beroepsbekwaamheid te geven die vereist is om een beroepsactiviteit in loondienst uit te oefenen.

Zij kan bestaan in :

- 1° het aanleren van een vak, van een beroep of van een ambt;
- 2° het actualiseren en de scholing in het vak, het beroep of het ambt;
- 3° het verwerven van een basisopleiding die nodig is voor de uitoefening van een beroepsactiviteit;
- 4° de vervolmaking en de verruiming van de beroepskennis of de aanpassing ervan aan de evolutie van het vak, van het beroep of van het ambt;
- 5° de observatie van de personen met het oog op bovenvermelde doeleinden, gedurende de tijd die nodig is om hun lichamelijke en verstandelijke geschiktheid te ontdekken en de gunstigste beroepsoriëntering te bepalen.

De Rijksdienst wordt belast met de organisatie van de beroepsopleiding.

**Art. 3.** Beroepsopleiding kan worden gegeven aan :

- 1° de persoon die zich als werkzoekende bij een dienst voor openbare arbeidsbemiddeling heeft laten inschrijven;
- 2° de werknemer die de opleiding buiten zijn werkuren volgt;
- 3° de werknemer die door een arbeidsovereenkomst gebonden is en die een opleiding volgt op verzoek van zijn werkgever.

**Art. 4.** De stagiairs ontvangen hun opleiding in een centrum voor beroepsopleiding, in een onderwijsinrichting of in een onderneming, zoals bepaald in dit besluit.

**Art. 5. § 1.** De stagiair kan aanspraak maken op :

- 1° een premie voor beroepsopleiding;
- 2° een vergoeding voor reis- en verblijfkosten.

§ 2. De Executieve bepaalt, na advies van het Beheerscomité, het bedrag, de wijze van betaling en de voorwaarden voor de toekenning van de in § 1 bedoelde voordelen.

**HOOFDSTUK II. — Centra voor beroepsopleiding**

**Afdeling 1. — Centra**

**Art. 6.** Het Beheerscomité kan centra voor beroepsopleiding oprichten.

De centra worden opgericht hetzij met de middelen die eigen zijn aan de Rijksdienst, hetzij met de medewerking van ondernemingen, groeperingen van ondernemingen, openbare besturen of openbare of private verenigingen, door middel van overeenkomsten waarbij de verdeling van de lasten onder de partijen die de overeenkomsten sluiten wordt bepaald.

Namens de Rijksdienst worden de overeenkomsten ondertekend door de administrateur-generaal of door zijn afgevaardigde.

De centra werken onder het gezag van de administrateur-generaal of van zijn afgevaardigde.

Om de doeltreffendheid van de praktische opleiding van de stagiairs te verhogen, kan de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde praktische werkzaamheden organiseren, na te hebben vastgesteld dat die werkzaamheden verenigbaar zijn met de eisen van de opleiding.

**Art. 7.** De centra die opgericht werden op initiatief van ondernemingen, van groeperingen van ondernemingen of van openbare of private verenigingen, kunnen als centra voor beroepsopleiding worden erkend, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° rechtspersoonlijkheid hebben en beheerd worden door een beheersorgaan dat onder zijn leden een afgevaardigde telt per werknemers- en werkgeversorganisatie die, naar het geval, in het bevoegd subregionaal tewerkstellingscomité of in de paritaire commissie van de bedoelde sector vertegenwoordigd is, waarbij die afgevaardigden door hun respectieve organisaties voorgesteld worden;

2° in hun statuten de persoon of de personen vermelden die het centrum in de gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen vertegenwoordigen;

3° van de Rijksdienst de goedkeuring bekomen van hun werkplan, inzonderheid wat de duur en het leerprogramma betreft, alsmede van het financieringsplan; de cursussen moeten op een peil staan dat op zijn minst gelijkwaardig is aan dit van de cursussen die in de door de Rijksdienst opgerichte centra worden gegeven;

4° de verplichting op zich nemen de kandidaten die de vereiste geschiktheidsvoorwaarden vervullen, in het centrum op te nemen, in zover er plaatsen beschikbaar zijn, waarbij 25 pct. van deze plaatsen voorbehouden worden aan de kandidaten voorgesteld door de Rijksdienst, behalve wanneer deze eraan verzaakt;

5° de verplichting op zich nemen bij de Rijksdienst alle vereiste bewijsstukken in te dienen om hem in de mogelijkheid te stellen zijn controle uit te oefenen;

6° de verbintenis aangaan met de stagiairs een overeenkomst van beroepsopleiding te sluiten.

**Art. 8.** Na advies van het Beheerscomité, beslist de Executieve over de erkenning van de centra voor beroepsopleiding en over de eventuele intrekking van de erkenning.

Het toezicht op de werking van de erkende centra wordt door de Rijksdienst uitgeoefend.

**Art. 9.** De erkende centra genieten een financiële tegemoetkoming van de Rijksdienst.

Het bedrag van deze tegemoetkoming wordt door de Executieve vastgesteld, na advies van het Beheerscomité.

**Art. 10.** Elk centrum voor beroepsopleiding maakt een huishoudelijk reglement op, waarvan de clausules door de Executieve worden goedgekeurd, na advies van het Beheerscomité. Het reglement bepaalt onder meer de verplichtingen van de stagiairs inzake de goede orde en de tucht van het centrum, en inzake het verrichten van taken die binnen het kader van de opleiding vallen.

Het huishoudelijk reglement moet aangeplakt zijn op een goed zichtbare plaats in de lokalen van het centrum.

#### *Afdeling 2. — Toelating tot het centrum*

**Art. 11. § 1.** De in artikel 3 bedoelde kandidaat-stagiair, die een opleiding in een centrum wenst te ontvangen, doet een aanvraag ofwel bij een dienst voor beroepsopleiding of voor arbeidsbemiddeling van de subregionale tewerkstellingsdienst van zijn keuze, ofwel bij een erkend centrum. In alle gevallen moet de subregionale tewerkstellingsdienst van de woonplaats van de betrokkene ervan onmiddellijk op de hoogte gebracht worden door de dienst die de aanvraag heeft ontvangen.

§ 2. De administrateur-generaal of zijn afgevaardigde kan de werknemers toelaten tot een door de Rijksdienst opgericht opleidingscentrum op verzoek van hun werkgever en met hun toestemming, zo de werkgever zich schriftelijk verbindt :

1° de arbeidsovereenkomst en de voordelen die eraan verbonden zijn tijdens de duur van de opleiding te behouden;

2° de werknemers opnieuw in dienst te nemen na het einde van de opleiding, wat de duur of het resultaat van deze opleiding ook is, voor een periode van ten minste zes maanden, en onder arbeids- en loonsvoorwaarden die op zijn minst gelijk zijn als die welke deze werknemers genoten op het ogenblik dat zij de onderneming verlieten om de opleiding te volgen.

§ 3. In geval van collectief ontslag, kan het Beheerscomité, in het kader van een overeenkomst dat het met de onderneming sluit, van de in § 2, 2°, vastgestelde voorwaarde afwijken.

**Art. 12. § 1.** Over de toelating van de kandidaten-stagiairs tot een centrum van de Rijksdienst beslist de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde.

§ 2. Over de toelating van de kandidaten-stagiairs tot een erkend centrum beslist het beheersorgaan van het centrum.

§ 3. De beslissing wordt genomen op grond van de geschiktheid, de beroepservaring en de persoonlijke toestand van de kandidaten-stagiairs, na advies van de bevoegde pedagogische diensten. De stagiair mag aan medische en psychotechnische onderzoeken onderworpen worden, waarvan de kosten ten laste van de Rijksdienst zijn.

**Art. 13.** Een overeenkomst van beroepsopleiding wordt gesloten met iedere stagiair uiterlijk op de dag van het begin van zijn opleiding.

#### *Afdeling 3. — Overeenkomst van beroepsopleiding*

**Art. 14.** De overeenkomst van beroepsopleiding wordt aangegaan en beëindigd door de administrateur-generaal of door zijn afgevaardigde, indien de opleiding in een centrum van de Rijksdienst wordt gegeven, en door de persoon of personen die het centrum in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen vertegenwoordigen, indien de opleiding in een erkend centrum wordt gegeven.

**Art. 15.** De overeenkomst wordt schriftelijk aangegaan; aan iedere partij wordt een exemplaar overhandigd. Zij omvat een proefperiode van 7 dagen gedurende welke zij zonder opzegging beëindigd kan worden.

Van de overeenkomsten gesloten door een erkend centrum wordt een afschrift aan de administrateur-generaal van de Rijksdienst toegezonden.

**Art. 16.** De overeenkomst moet onder meer de volgende vermeldingen en clausules bevatten :

- 1° identiteit, woonplaats en eventueel verblijfplaats van de partijen;
- 2° de aanvangsdatum van de opleiding en haar vermoedelijke duur, die 2 100 uren niet mag overschrijden;
- 3° het voorwerp van de overeenkomst, inzonderheid de nauwkeurige opgave van de te ontvangen opleiding;
- 4° de respectieve verplichtingen van de in de artikelen 22 en 23 vermelde partijen;
- 5° de bepalingen van de artikelen 19 en 20.

**Art. 17.** De bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zijn van toepassing op de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen.

Met uitzondering van de in artikel 11, § 2, bedoelde werknemers, moet de verzekering aangegaan worden ten voordele van de stagiairs door de Rijksdienst of het erkende centrum.

**Art. 18.** De wetgeving op de arbeidsbescherming is van toepassing op de partijen die een overeenkomst hebben gesloten.

**Art. 19.** De onmogelijkheid voor de stagiairs om de opleiding te volgen ingevolge ziekte of ongeval, schorst de uitvoering van de overeenkomst.

De stagiair is ertoe gebonden zijn ongeschiktheid te bewijzen. Hij moet een geneeskundig getuigschrift overleggen.

Indien de overeenkomst in totaal meer dan 30 dagen geschorst is geweest, kan zij zonder opzegging worden beëindigd door de in artikel 14 bedoelde persoon of personen.

**Art. 20.** De overeenkomst kan door de in artikel 14 bedoelde persoon of personen worden beëindigd :

1° zonder opzegging, indien de stagiair valse stukken bij zijn toelating tot het centrum heeft overgelegd of indien hij ernstig te kort komt aan zijn verplichtingen betreffende de goede orde of de tucht van het centrum of aan die betreffende het verrichten van taken met betrekking tot de opleiding;

2° mits een opzegging van 5 opleidingsdagen, welke de dag die volgt op de kennisgeving van de opzegging ingaat, indien het blijkt dat de stagiair de nodige geschiktheid niet bezit om met vrucht het normale verloop van de opleiding te volgen.

**Art. 21.** Vorderingen uit overeenkomsten van beroepsopleiding verjaren één jaar na de beëindiging van de overeenkomst.

**Art. 22.** Het centrum moet :

1° de pedagogische kwaliteit waarborgen die vereist is om aan de stagiair de algemene en beroepskennis bij te brengen die nodig is voor zijn opleiding;

2° waken voor de gezondheid en de veiligheid van de betrokkene gedurende de opleiding;

3° de stagiair geen arbeid doen verrichten welke vreemd is aan zijn opleiding;

4° de krachtens artikel 5 aan de stagiair verschuldigde voordelen betalen;

5° onder de door de Executieve vastgestelde voorwaarden, en na advies van het Beheerscomité, de reiskosten terugbetalen, gedragen door de stagiair wanneer hij zich naar de door de Rijksdienst gemachtigde geneesheer begeeft.

**Art. 23.** De stagiair moet, bij de verwerving van de opleiding die hem door het centrum wordt gegeven :

1° regelmatig de stages voor beroepsopleiding bijwonen;

2° zich schikken naar het huishoudelijk reglement van het centrum;

3° handelen overeenkomstig de onderrichtingen die hem worden gegeven;

4° zich onthouden van alles wat hetzij zijn eigen veiligheid, hetzij die van de andere stagiairs of derden, in gevaar kan brengen;

5° het gereedschap, de werktuigen en de ongebruikte grondstoffen die hem door het centrum werden toevertrouwd, in goede staat terug te geven;

6° in geval van ongeschiktheid zich ertoe verbinden de gemachtigde geneesheer te ontvangen of, in voorkomend geval, zich bij deze aan te bieden, tenzij de behandelende geneesheer oordeelt dat zijn gezondheidstoestand hem niet toelaat zich te verplaatsen.

**Art. 24.** Alle in artikel 5 bedoelde voordelen zijn ten laste van de Rijksdienst. De voordelen toegekend aan de stagiair die verbonden is door een overeenkomst van beroepsopleiding gesloten met een erkend centrum, zijn echter ten laste van dit centrum, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 9.

### HOOFDSTUK III. — Opleiding in een onderwijsinrichting

**Art. 25. § 1.** De administrateur-generaal of zijn afgevaardigde beslist of een werkzoekende een individuele of collectieve opleiding in een onderwijsinrichting mag volgen.

Hij beslist ook over de beëindiging of de voortzetting van de opleiding.

§ 2. Onder individuele opleiding in een onderwijsinrichting dient verstaan te worden, de in artikel 2 bedoelde opleiding waarvoor de stagiair gestuurd wordt naar een inrichting voor technisch onderwijs of beroepsonderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, om er het programma dat daar verstrekt wordt geheel of gedeeltelijk te volgen.

De Rijksdienst kan het geheel of een gedeelte van de kosten gedragen door de stagiair wegens die opleiding, ten laste nemen.

§ 3. Onder collectieve opleiding in een onderwijsinrichting dient verstaan te worden, de in artikel 2 bedoelde opleiding waarvoor stagiairs gestuurd worden naar een inrichting voor technisch onderwijs of beroepsonderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, om er een opleidingsprogramma te volgen dat overeengekomen is tussen de onderwijsinrichting en de Rijksdienst en dat door het Beheerscomité erkend is.

De samenwerking tussen de Rijksdienst en de inrichting maakt het voorwerp uit van een overeenkomst tot vaststelling van de verdeling onder de partijen van de lasten, de bezoldiging van het onderwijzend personeel, de werkings- en uitrustingskosten.

§ 4. De Rijksdienst sluit voor de stagiairs een verzekeringsovereenkomst tegen de ongevallen die zich voordoen gedurende de opleiding of op de weg van en naar de opleidingsplaats.



HOOFDSTUK IV. — *Opleiding in een onderneming*

**Art. 26.** De administrateur-generaal of zijn afgevaardigde beslist of een werkzoekende een individuele of collectieve opleiding in een onderneming mag ontvangen. Hij beslist ook over de beëindiging of de voortzetting van de opleiding.

Het Beheerscomité stelt de voorwaarden vast waaronder de individuele of collectieve opleiding in een onderneming gegeven wordt.

**Art. 27. § 1.** Onder individuele opleiding in een onderneming dient verstaan te worden, de in artikel 2 van dit besluit bedoelde opleiding waarvoor de stagiair gestuurd wordt naar een onderneming met het oog op het verwerven, door de praktijk, van de ervaring en de kwalificatie die nodig zijn om er een betrekking te kunnen innemen.

De stagiair kan, ten laste van de onderneming, een met elke productieve arbeid overeenkomende premie ontvangen.

**§ 2.** De onderneming verbindt zich ertoe, onmiddellijk na het einde van de opleiding, de stagiair die er een beroepsopleiding heeft gevolgd, als werknemer te werk te stellen voor een periode die minstens gelijk is met de duur van de opleiding, in het aangeleerde beroep en onder de voorwaarden die in de onderneming voor dat beroep gelden.

**§ 3.** De bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zijn van toepassing op de stagiairs die een opleiding in een onderneming ontvangen.

De werkgever verzekert de stagiair tegen de ongevallen die zich tijdens de opleiding en op de weg van en naar de opleidingsplaats voordoen.

**Art. 28. § 1.** Onder collectieve opleiding in een onderneming dient verstaan te worden, de in artikel 2 bedoelde opleiding waarvoor stagiairs gestuurd worden naar een onderneming, om er een opleidingsprogramma te volgen dat overeengekomen is tussen de onderneming en de Rijksdienst en dat door het Beheerscomité erkend is.

**§ 2.** De samenwerking met de onderneming maakt het voorwerp uit van een overeenkomst tot vaststelling, inzonderheid, van de verdeling van de lasten onder de partijen die deze overeenkomst hebben gesloten.

**§ 3.** De Rijksdienst sluit voor de stagiairs een verzekeringsovereenkomst tegen de ongevallen die zich voordoen gedurende de opleiding en op de weg van en naar de opleidingsplaats.

HOOFDSTUK V. — *Slot- en overgangsbepalingen*

**Art. 29.** Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 juli 1985 betreffende de beroepsopleiding en het besluit van de Executieve van 9 juli 1985 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen, worden opgeheven.

**Art. 30.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het is alleen toepasselijk op de overeenkomsten van beroepsopleiding die na die datum ingaan.

De overeenkomsten van beroepsopleiding en de andere overeenkomsten die vóór die datum gesloten zijn, blijven van toepassing volgens de in die overeenkomsten opgenomen regels.

**Art. 31.** Onze Minister-Lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 mei 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

F. 87 — 1214

**12 MAI 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987, notamment l'article 5;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office National de l'Emploi;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle;

Sur la proposition du Ministre de la Communauté française chargé des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme;

Arrêtons :

**CHAPITRE 1er. — La prime de formation**

**Article 1er.** La prime de formation professionnelle visée à l'article 5, § 1er, 1, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle est fixée à 40 francs par heure de formation effectivement suivie.

**Art. 2.** Le paiement de la prime se fait mensuellement pour la moitié de celle-ci et en fin de formation pour l'autre moitié.

**Art. 3. § 1er.** La prime prévue à l'article 1er du présent arrêté est octroyée au chômeur bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente, inscrit comme demandeur d'emploi.

**§ 2.** La prime est également octroyée aux autres demandeurs d'emploi inoccupés inscrits à la condition qu'ils suivent une formation dans un centre créé par le Comité de gestion ou bénéficient d'une formation collective dans un établissement d'enseignement ou dans une entreprise.